ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 4 janvier 1965, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative au Fonds des provinces", a donné le 12 janvier 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e januari 1965 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het Fonds der provinciën", heeft de 12e januari 1965 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet tend :

1° à lier la dotation du Fonds des provinces à l'évolution d'un certain nombre d'impôts et taxes;

2° à répartir le Fonds entre les provinces selon des critères objectifs exclusivement;

3° à supprimer le Fonds spécial provincial prévu par les lois relatives à la taxe sur les jeux et paris et à la taxe sur les "appareils à sous";

4° à transférer à l'Etat la charge du subventionnement scolaire relatif à la fourniture gratuite des livres et objets classiques.

L'exposé des motifs, clair et complet, explique en détail ces divers objectifs, ainsi que le mode de calcul des montants de base de la dotation et des pourcentages de la répartition du Fonds.

2. Le projet suit fidèlement le plan de la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes.

Il ressort de la comparaison de ces deux textes que trois dispositions relatives au Fonds des communes ne sont pas reprises au projet, alors qu'elles pourraient à première vue être appliquées au Fonds des provinces. Ce sont :

.../...

1° l'obligation, pour le Ministre, de porter chaque année à la connaissance des Chambres le rapport du conseil d'administration et les modifications apportées à la loi par des arrêtés;

2° le transfert du solde du Fonds spécial;

3° le maintien en fonctions du conseil d'administration.

Cette dernière mesure est inutile, étant donné que les règles de composition du conseil d'administration du Fonds des provinces ne sont pas modifiées. Le conseil en fonctions le 1er janvier 1966 reste en place.

La deuxième mesure serait également sans objet, car le Fonds spécial provincial est réparti chaque année intégralement.

Suivant les explications du fonctionnaire délégué, l'obligation faite au Ministre et reprise au 1°, devrait être maintenue. Il importe donc de compléter le chapitre III du projet, relatif au conseil d'administration, par un article 14 nouveau.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

L'article 5, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsque, pour une province ou pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, le nombre d'habitants

.../...

qui figure au relevé officiel du chiffre de la population du Royaume au 31 décembre de la dernière année précédant celle à laquelle se rapporte une répartition déterminée, dépasse de plus de 5 p.c. le nombre correspondant constaté par le dernier recensement décennal publié, le nombre du relevé officiel est pris pour base de la répartition".

+

A l'article 8, alinéa 3, le mot "global" a été omis dans la version française. Il y est cependant indispensable, car le montant considéré est le total des avances relatives à une même tranche et qui ont été payées au début de tous les trimestres écoulés avant la liquidation exacte de la part d'une province dans la tranche.

Etant donné que l'alinéa 2 indique implicitement que les avances relatives à chaque tranche sont calculées à part, il serait opportun de placer en tête de l'alinéa 1er une phrase inspirée de l'article 32, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées. L'article 8 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 8.-

Toutes les répartitions prévues aux articles 5 à 7 sont indépendantes. Les parts des provinces dans chacune des tranches réparties sont payées par trimestre et par quart.

Jusqu'à l'établissement ... (la suite comme au projet, article 8, alinéa 2) ...

.../...

Si le montant global des avances afférentes à une tranche versées à une province, est supérieur à sa quote-part dans cette tranche, la différence ... (la suite comme à l'alinéa 3 de l'article 8 du projet) ... ".

\+ +

A l'article 10, alinéa 3, il y aurait lieu de remplacer les mots "du présent article" par les mots "de l'alinéa 1er".

\+ +

A l'article 11, alinéa 1er, 2°, et à l'alinéa 2, il y aurait lieu de remplacer les mots "député (s) permanent (s)" par "membres de ces députations" et "membre de la députation permanente".

\+ +

Compte tenu de l'observation générale, il est proposé de rédiger comme suit l'article 14 nouveau:

"Article 14.-

Le Ministre de l'Intérieur porte annuellement à la connaissance des Chambres législatives le rapport d'activité du conseil d'administration ainsi que les modifications qui ont été apportées à la présente loi par arrêté royal".

Si le Gouvernement se rallie à cette suggestion, les articles 14 à 20 deviennent articles 15 à 21.

.../...

L'article 14 du projet tend à abroger l'article 6, § 1er, alinéa 2, a, des lois coordonnées du 22 mars 1961, tel qu'il a été modifié par l'article 25 de la loi du 16 mars 1964. Il importe donc de rédiger comme suit cet article du projet :

"Article 15.-

L'article 6, § 1er, alinéa 2, des lois relatives à la taxe sur les jeux et paris, coordonnées le 22 mars 1961, modifié par la loi du 16 mars 1964, est remplacé par la disposition suivante :

"4,5 douzièmes du produit de ces additionnels extraordinaires sont versés au Fonds d'aide du Fonds des communes".

\+ +

L'article 15 du projet se borne à remplacer l'article 69, § 1er, alinéas 1er et 2, des lois sur l'enseignement primaire. Pour éviter le morcellement excessif de cet article, le Conseil d'Etat suggère de remplacer entièrement ce paragraphe. Le texte suivant est proposé à cet effet :

"Article 16.-

L'article 69, § 1er, des lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957, modifié par la loi du 29 mai 1959, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. L'Etat supporte la charge financière qu'implique la délivrance gratuite des livres et objets classiques aux élèves des écoles gardiennes et primaires subventionnées, y compris les élèves des quatrièmes degrés.

.../...

Le Roi fixe annuellement et forfaitairement le montant de cette intervention.

Celle-ci est versée aux communes et aux directions des écoles privées sur états certifiés exacts par l'inspection scolaire.

Un arrêté royal fixe annuellement les conditions d'application de ce paragraphe en ce qui concerne les enfants anormaux".

Le texte suivant est proposé pour le 2° de l'article 16 du projet :

"2° les lois et arrêtés concernant les finances provinciales et communales coordonnés le 29 juin 1960, modifiés par l'arrêté royal du 14 novembre 1963 et par la loi du 16 mars 1964 ".

\+ +

In fine de l'article 19, alinéa 1er, du projet, il y a lieu d'écrire : "... en application de l'article 69, § 1er, des lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957, modifié par la loi du 29 mai 1959".

\+ +

.../...

Pour l'article 20 du projet, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante qui tient compte de l'insertion de l'article 14 nouveau proposé ci-dessus :

"Article 21.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1966, à l'exception :

1° des articles 2, 15, 17,1°,et 20 qui produisent leurs effets le 1er janvier 1965;

2° de l'article 16, qui entre en vigueur le 1er septembre 1965".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp heeft tot doel :

1° de dotatie van het Provinciefonds te koppelen aan de evolutie van een aantal belastingen en taxes;

2° het Fonds over de provinciën te verdelen volgens uitsluitend objectieve maatstaven;

3° het Provinciaal Speciaal Fonds, bedoeld in de wetten betreffende de belasting op spelen en weddenschappen en de belasting op "automatische ontspanningstoestellen", af te schaffen;

4° de last van de schoolsubsidies voor het kosteloos verstrekken van leerboeken en schoolbehoeften over te dragen aan de Staat.

De memorie van toelichting, die duidelijk en volledig is, geeft in bijzonderheden uitleg over die onderscheiden oogmerken en over de wijze waarop de basisbedragen van de dotatie en de verdelingspercentages van het Fonds worden berekend.

2. Het ontwerp volgt getrouw het schema van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds.

Vergelijkt men beide teksten, dan valt op dat drie bepalingen betreffende het Gemeentefonds niet overgenomen zijn in het ontwerp, terwijl zij, op het eerste gezicht, ook op het Provinciefonds zouden kunnen worden toegepast :

.../...

1° de verplichting voor de Minister, de Kamers ieder jaar kennis te geven van het verslag van de raad van beheer en van de wijzigingen die door besluiten in de wet zijn aangebracht;

2° de overdracht van het saldo van het Speciaal Fonds;

3° het aanblijven van de raad van beheer.

Laatstgenoemde maatregel is overbodig, want de regelen betreffende de samenstelling van de raad van beheer van het Provinciefonds worden niet gewijzigd. De raad die op 1 januari 1966 in functie is, blijft aan.

Ook de tweede maatregel zou overbodig zijn, want het Provinciaal Speciaal Fonds wordt ieder jaar geheel verdeeld.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zou de onder 1° vermelde verplichting voor de Minister moeten worden gehandhaafd. Hoofdstuk III van het ontwerp, dat over de raad van beheer handelt, moet dan ook worden aangevuld met een nieuw artikel 14.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 5, tweede lid, zou beter als volgt worden gelezen :

"Wanneer, voor een provincie of voor het arrondissement Hoofdstad Brussel, het getal van de inwoners dat

.../...

in de officiële opgave van 's Rijks bevolkingscijfer voorkomt op 31 december van het laatste jaar vóór dat waarop een bepaalde omslag betrekking heeft, meer dan 5 t.h. hoger ligt dan het overeenkomstig getal, vastgesteld in de laatst bekendgemaakte tienjaarlijkse volkstelling, wordt het getal van de officiële opgave als grondslag voor de omslag genomen".

+

In artikel 8, derde lid, Franse tekst, is het woord "global" weggelaten. Het moet er nochtans staan, want bedoeld bedrag is het totaal van de voorschotten die op eenzelfde tranche betrekking hebben en bij het begin van alle afgelopen kwartalen uitgekeerd zijn, vóór de juiste vereffening van het aandeel van een provincie in de tranche.

Aangezien het tweede lid stilzwijgend stelt, dat de voorschotten betreffende iedere tranche afzonderlijk worden berekend, ware het dienstig het eerste lid te beginnen met een volzin als die van artikel 32, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten. Het artikel kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 8.-

Elke omslag, bedoeld in de artikelen 5 tot 7, geschiedt afzonderlijk. De aandelen van de provincies in iedere omgeslagen tranche worden kwartaalsgewijs en per vierde gedeelte uitgekeerd.

Totdat de aandelen ... (voorts zoals in het ontwerp, artikel 8, tweede lid) ...

.../...

Is het gezamenlijk bedrag van de aan een tranche verbonden voorschotten die aan een provincie worden uitgekeerd, groter dan haar aandeel in die tranche, dan wordt het verschil ... (voorts zoals in artikel 8, derde lid, van het ontwerp) ...".

\+ +

In artikel 10, derde lid, vervange men de woorden "onderhavig artikel" door "het eerste lid".

\+ +

Artikel 11, eerste lid, 2°, leze men als volgt : "2° negen leden, onderscheidenlijk door de bestendige deputaties van de provincieraden benoemd en gekozen uit de leden van die deputaties". In het tweede lid vervange men "bestendig afgevaardigde" door "lid van de bestendige deputatie".

\+ +

Met inachtneming van de algemene opmerking leze men het nieuwe artikel 14 als volgt :

"Artikel 14.-

De Minister van Binnenlandse Zaken brengt ieder jaar het verslag van de werkzaamheden van de raad van beheer, alsmede de bij koninklijk besluit in deze wet aangebrachte wijzigingen, ter kennis van de Wetgevende Kamers".

Gaat de Regering op deze wenk in, dan worden de artikelen 14 tot 20 onderscheidenlijk 15 tot 21.

.../...

Artikel 14 van het ontwerp strekt tot opheffing van artikel 6, § 1, tweede lid, a, van de gecoördineerde wetten van 22 maart 1961, zoals het is gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 16 maart 1964. Dat artikel van het ontwerp moet dan ook als volgt worden gelezen :

"Artikel 15.-

Artikel 6, § 1, tweede lid, van de wetten betreffende de belasting op de spelen en de weddenschappen, gecoördineerd op 22 maart 1961, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen

"4,5 twaalfde van de opbrengst van die buitengewone opcentimes wordt afgedragen aan het Hulpfonds van het Gemeentefonds".

\+ +

Artikel 15 van het ontwerp vervangt gewoon artikel 69, § 1, eerste en tweede lid, van de wetten op het lager onderwijs. Opdat genoemd artikel niet overdreven versnipperd wordt, stelt de Raad van State voor, die paragraaf geheel te vervangen. Voorgesteld wordt :

"Artikel 16.-

Artikel 69, § 1, van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, gewijzigd bij de wet van 29 mei 1959, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. De Staat draagt de financiële last, verbonden aan het kosteloos verstrekken van leerboeken en schoolbehoeften aan leerlingen, ook uit de vierde graad, van gesubsidieerde bewaarscholen en lagere scholen.

.../...

De Koning bepaalt jaarlijks en forfaitair het bedrag van die bijdrage.

Deze wordt aan de gemeenten en aan de directies van vrije scholen uitgekeerd op grond van door de schoolinspectie echt verklaarde staten.

Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks de voorwaarden voor toepassing van deze paragraaf wat de abnormale kinderen betreft".

Voor artikel 16 van het ontwerp wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 17.-

Opgeheven worden :

1° artikel 8 ... (zoals in het ontwerp) ...;

2° de wetten en besluiten betreffende de gemeentelijke en provinciale belastingen, gecoördineerd op 29 juni 1960, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 november 1963 en bij de wet van 16 maart 1964".

\+ +

Het slot van artikel 19, eerste lid, van het ontwerp leze men als volgt : "... van de last die zij dragen op grond van artikel 69, § 1, van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, gewijzigd bij de wet van 29 mei 1959".

\+ +

.../...

Voor artikel 20 van het ontwerp stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die rekening houdt met de invoeging van het zoëven voorgestelde nieuwe artikel 14 :

"Artikel 21.-

Deze wet treedt 1 januari 1966 in werking , met uitzondering van :

1° de artikelen 2, 15, 17, 1°, en 20, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1965;

2° artikel 16, dat 1 september 1965 in werking treedt".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.